COMMUNICATIONS.

L'Union sacrée dans l'exploitation méthodique du monde vivant,

par M. Edmond Perrier,
Membre de l'Institut, Directeur du Muséum.

On a tant parlé de la puissance qu'a donnée à l'Allemagne sa forte organisation et des avantages que nous tirerions d'une organisation analogue, qu'on sent déjà s'éveiller chez nous de prétendus organisateurs qui, si on n'y prenait garde, feraient table rase de ce qui existe, et ruineraient nos plus célèbres et nos plus glorieuses institutions pour les remplacer par d'autres dont le principal mérite serait d'être signées de leur nom. L'exploitation méthodique du monde vivant, celle de nos productions coloniales, la transplantation en Europe des animaux et des plantes utiles ou de simple agrément, l'enrichissement de nos colonies par l'importation sur leur sol de nos plus précieuses productions indigènes sont des thèmes faciles à exploiter, sur lesquels on peut bâtir les plus séduisants programmes et qui sont susceptibles d'entraîner des personnalités de haute importance, si elles sont mal informées de ce qui existe déjà, comme cela arrive souvent pour des cas aussi spéciaux. Nous avons assez fait d'écoles, et nous avons toujours à nos portes des ennemis ou des concurrents assez redoutables, pour procéder, dans les réformes que tout le monde souhaite, avec la plus sévère méthode et la plus grande prudence, en s'appuyant sur des hommes ou des organismes depuis longtemps éprouvés et non sur des improvisations. Il faut, non pas faire du nouveau au profit de tel ou tel personnage, mais perfectionner au plus haut point ce qui existe et donner à nos organisations toute la puissance et tous les aliments financiers qui leur sont nécessaires.

On essaye de fonder en ce moment un club d'amateurs — ce qui n'a pas l'air bien méchant au premier abord — dont l'objet serait de favoriser entre la métropole et ses colonies, entre la France et les pays étrangers, l'échange de tout ce qu'il y a de beau, de curieux, d'intéressant dans le monde vivant; de transformer le globe, en un mot, de manière à en faire un universel Paradis terrestre. Le mot «amateur» est parfaitement choisi pour attirer les gens riches; il est entendu qu'on n'y fera pas plus de science qu'au Jockey, ce qui n'est pas pour déplaire aux hommes du monde;

tout ce qui pourrait, dans le programme du nouveau club, paraître quelque peu dangereux pour les choses sérieuses qui existent déjà est, dans le programme de la nouvelle association, caché fort habilement sous les roses et les papillons.

Les amateurs qu'on tente de réunir ainsi n'auront, nous dit-on, rien d'officiel; le club qu'ils formeront n'aura rien d'administratif; il tient à son entière liberté. Qu'a-t-on besoin de la poussière des bureaux pour savourer le parfum des fleurs, s'extasier sur les miroitantes couleurs des Morphos aux ailes d'azur, ou l'étincelant plumage des oiseaux? Sans doute. Tout cela, c'est de l'art et de la poésie; les poètes n'ont pas besoin d'argent, et d'ailleurs, il s'agit ici de dilettantes suffisamment fortunés pour n'avoir rien à demander à personne. On dit cependant que le futur Salon biologique a sollicité des subventions de l'État et l'appui officiel, à l'étranger, de divers ministères; s'il obtenait tout cela, où serait l'indépendance qui doit le distinguer des institutions déjà existantes et qui ont exactement le même programme? Ces institutions sont le *Muséum national d'Histoire naturelle,* la *Société* et le *Jardin d'acclimatation,* la *Commission internationale permanente de protection de la nature,* qui siège à Bâle et où toutes les puissances sont représentées par des délégués officiels. Il faut y ajouter la *Société des amis du Muséum* qui vient en aide au grand établissement, si mal doté, de qui un ministre a dit qu'il était un «résumé du monde».

Afin de remettre les choses au point, quelques mots sur chacune de ces institutions, sur le rôle qu'elles ont joué et qu'elles jouent toujours au prix d'efforts les plus méritoires.

La gloire de Buffon, des de Jussieu, de Lamarck, des Geoffroy Saint-Hilaire, de Cuvier, de Lacépède, qui rayonne sur le Muséum, ses immenses collections fondamentales pour la science, le côté populaire de sa ménagerie et de son Jardin des Plantes masquent, pour la plupart des gens, le côté pratique des fonctions que lui attribua la Convention par décret-loi du 3 juillet 1793.

Ce décret, signé Collot d'Herbois, porte : «Le but principal de cet établissement sera l'enseignement public de l'Histoire naturelle dans toute son étendue et appliquée particulièrement à l'avancement du commerce, de l'agriculture et des arts.»

Il s'agit donc, pour la Convention, non pas d'une nouvelle «tour d'ivoire» à édifier, mais d'un établissement qui doit, comme on dit, mettre la main à la pâte, et le titre quatrième du décret précise :

«Art. 1er. Le Muséum correspondra avec tous les établissements analogues placés dans les différents départements de la République.

«Art. 2. Cette correspondance aura pour objet les plantes nouvellement cultivées ou découvertes, la réussite de leur culture, les minéraux et les animaux qui sont découverts et généralement tout ce qui peut inté-

resser les progrès de l'histoire naturelle *directement appliquée à l'agriculture, au commerce et aux arts.*

«Art. 3. Le Professeur de culture sera chargé de faire parvenir dans les jardins botaniques situés dans les divers départements de la France, les graines des plantes et des arbres rares recueillies dans les jardins du Muséum. *Ces envois pourront être étendus jusqu'aux nations étrangères pour obtenir des échanges propres à augmenter les vraies richesses naturelles.*»

Le mot «colonies» n'est pas prononcé, pour la bonne raison qu'à ce moment la France avait perdu les siennes; mais il est évident que si le décret vise les nations étrangères, en l'absence de toute restriction, il vise *a fortiori* les domaines coloniaux que la France pourra acquérir, et c'est bien ainsi que le Muséum d'Histoire naturelle a toujours compris son rôle. C'est pour lui permettre de le remplir plus complètement encore qu'une loi du 24 juillet 1860 affectait à ses services seize hectares de terrain dans le bois de Vincennes que, faute d'argent, il ne put utiliser.

D'ailleurs, au mois de janvier 1854, une autre organisation prenait naissance, sous le nom de *Société zoologique d'acclimatation.* Dans la séance préparatoire qui réunit, le 20 janvier de cette année, les cinquante fondateurs de la société, Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, Professeur au Muséum, qui la présidait, s'exprimait ainsi :

«Nous voulons fonder une association, jusqu'à ce jour sans exemple, d'agriculteurs, de naturalistes, de propriétaires, d'hommes éclairés, non seulement en France, mais dans tous les pays civilisés, pour poursuivre tous ensemble une œuvre qui, en effet, exige le concours de tous, comme elle doit tourner à l'avantage de tous. Il ne s'agit de rien moins que de peupler nos champs, nos forêts, nos rivières d'hôtes nouveaux... et par là même de doter notre agriculture, notre industrie, notre commerce et la société tout entière de biens jusqu'à présent inconnus ou négligés, non moins précieux un jour que ceux dont les générations antérieures nous ont légué le bienfait.»

Dès 1863, la société nouvelle était devenue une «institution universelle dont le but était *l'échange réciproque entre tous les pays civilisés des produits naturels utiles, ou même simplement d'agrément, que les uns possèdent et que les autres peuvent acquérir*[1]». Elle comptait parmi ses protecteurs l'Empereur Napoléon III, le Pape Pie IX, presque tous les souverains; parmi ses membres, presque toute l'aristocratie française; elle inaugurait, le 6 octobre 1860, le Jardin d'acclimatation du Bois de Boulogne, cet enfant

[1] *Annuaire de la Société impériale Zoologique d'Acclimatation,* 1re année, 1868, p. 117.

gâté des Parisiens, qui eut pour marraines l'Impératrice Eugénie, la Princesse Clotilde, la Princesse Mathilde et tout un bouquet de jolies femmes portant les noms les plus célèbres de l'Empire. Il s'agissait bien là, comme pour le club dont on parle aujourd'hui, d'une œuvre de gens du monde, plus épris d'élégance, de fleurs, de raretés, que de science et qui jouissaient du rare bonheur de pouvoir être utiles en s'amusant.

Isidore Geoffroy Saint-Hilaire mourut au commencement du mois de novembre 1861. Mais les œuvres qu'il a créées sont toujours bien vivantes; elles ont, il est vrai, traversé l'une et l'autre quelques vicissitudes, mais elles les ont dominées et sont actuellement en pleine ascension. Ne serait-ce pas un devoir de patriotique reconnaissance, lorsque nous en serons à panser nos blessures, que de les seconder ardemment dans leurs efforts pour accroître notre prospérité nationale, et n'est-ce pas aller contre l'union sacrée que de leur créer des rivalités?

Depuis 1863, notre domaine colonial, alors à peine naissant, s'est étendu sur l'Afrique tropicale, l'Afrique occidentale, Madagascar, l'Indochine, etc., sans compter les pays de protectorat. Le champ d'activité du Muséum devait s'étendre en conséquence. Son œuvre avait été déjà féconde. En 1720, il avait doté la Martinique du Caféier, qui se répandit de là dans toutes les Antilles et y prospéra si bien, qu'en 1776 Saint-Domingue exportait 15,000 kilogrammes de café et 25,000 en 1789; de 1769 à 1772, il avait introduit à l'île de France les Muscadiers, les Canneliers, les Girofliers, les Mangoustans, les Sagoutiers, et c'est grâce à l'assistance que lui prêtèrent, au Jardin des Plantes, Buffon, Daubenton, Thouin, Lamarck, que Céré put créer à Cayenne un Jardin national d'acclimatation, comme on dirait aujourd'hui, qui au mois de juillet était en mesure de distribuer près de 80,000 plants d'Arbres à pins, plus 80,000 Girofliers. En 1808, la colonie récoltait 55,000 kilos de girofles. Ce service d'importation dans les colonies n'a cessé depuis de se développer au Muséum; en 1800, il leur avait distribué 16,000 sachets de graines; de 1864 à 1866, il a mis en distribution 237,000 jeunes arbres ou arbustes, plants de serre, tubercules, greffes ou sachets de graines[1].

D'autre part, il se préoccupait d'introduire en France les arbres et les plantes qui pouvaient être utiles à la métropole. Le nombre des espèces dont elle lui est redevable dépasse trois cents, et parmi elles il en est qui sont devenues tellement répandues, qu'on a peine à croire que ce sont des importations relativement récentes; tels : l'Acacia commun (1634), le Marronnier d'Inde à fleurs blanches (1656), le Marronnier à fleurs rouges (1816), le Cèdre du Liban (1735), le Sophora du Japon (1756), le Pin Laricio (1760), l'Ailanthe (1788), le Pawlownia (1834), le Mûrier à

[1] Alphonse Milne-Edwards, *Les Relations entre le Jardin des plantes et les colonies françaises.* Revue des cultures coloniales, 1899.

papier et diverses espèces de Frênes, d'Érables, de Tilleuls (1790), etc.; les plantes à fleurs ont une place importante dans cette liste; nos horticulteurs doivent au Jardin des plantes les Dahlias, les plus belles Pivoines, la plupart des Phlox, des Iris, des Asters, des Lupins d'ornement, des Mahonia, des Onagres, etc. C'est encore lui qui, de 1810 à 1814, lançait quarante-cinq variétés de Pommes de terre, la patate, et parmi les plantes textiles, le *Phormium tenax* et l'Ortie. Ce mouvement ne s'est pas ralenti. De 1884 à 1901, sous la direction du Professeur Maxime Cornu, trop tôt enlevé à la science, les services coloniaux du Muséum prirent un essor magnifique. L'étendue des serres fut quadruplée, des serres de multiplication, destinées à préparer les envois de plantes utiles et notamment de quinquinas aux colonies, furent créées; un système d'envois réguliers, à l'aide de serres Ward, fut organisé, et tout cela réussit tellement, qu'en 1894, M. François, directeur de l'Institut royal agronomique de Gembloux (Belgique), écrivait : «Le Muséum possède actuellement la plus riche collection de plantes économiques qui existe en Europe. Lors d'un récent séjour en Angleterre, j'ai vu la collection du jardin de Kew, mais la partie réservée aux plantes coloniales ne peut rivaliser avec celle de Paris, ni pour le nombre des espèces, ni pour la beauté des exemplaires [1]. » Les jardins de Kew sont célèbres dans le monde entier; le grand établissement dont ils dépendent a pour rôle officiel, comme un groupe important de services de notre Muséum, de veiller à la prospérité agricole des colonies anglaises; il a pour cela une magnifique dotation et voici comment, à la mort de Cornu, le directeur de Kew, M. Tyselton Dyer, parlait de l'homme éminent et d'ailleurs parfaitement méconnu que nous venions de perdre : «En 1884, Cornu succéda à Decaisne comme Professeur de culture du Muséum, position telle que si son but n'est pas aussi large que celui de Kew [2], ses obligations sont à peine moins lourdes. Au moment où Cornu entrait dans ses nouvelles fonctions, la France avait tourné son attention vers un champ où, dans le passé, elle avait tout fait (nous venons de voir comment) : l'entreprise coloniale. La légitime ambition de Cornu fut d'utiliser les ressources du Muséum dans un but très analogue à celui de Kew. Ce qu'il accomplit ainsi, aussi bien pour les colonies françaises que pour la métropole, est pour moi surprenant. »

Et voici maintenant ce que je me permets de soumettre aux réflexions de ceux qui, après la guerre, auront la lourde charge de réorganiser le pays. Presque au moment où M. Tyselton Dyer s'exprimait ainsi, un Français, certes bien intentionné, mais peu fortuné, visita Kew par hasard

[1] *Bulletin de l'Association des anciens élèves de l'école de Vilvorde*, 1894.

[2] L'établissement de Kew correspond, en effet, à l'ensemble des services botaniques et coloniaux du Muséum dont les ressources scientifiques sont, dans leur ensemble, quoique moins bien dotées, autrement puissantes que celles de Kew.

et revint en France plein d'admiration pour le grand établissement d'Angleterre.

Nous n'avons rien de tel en France, pensa-t-il. Il se précipita au ministère des colonies et réclama la création d'un Kew français. Une commission fut nommée pour étudier la question : Maxime Cornu et Alphonse Milne-Edwards, alors Directeur du Muséum, en faisaient partie. «C'est fort simple, dirent-ils; le Kew français existe, il ne lui manque que de l'argent et des moyens d'action : c'est le Muséum. Justement, il possède dans le bois de Vincennes seize hectares de terrain que, faute de ressources, il n'a pu utiliser. On peut très économiquement y construire des serres de multiplication, y aménager des pépinières. Le Muséum a déjà fourni à nos colonies nombre de chefs de culture; il a formé toute une école d'explorateurs qui gravitent autour de lui; il dispose de laboratoires, de voyageurs coloniaux, de chaires d'enseignement, de collections, de serres de culture, d'un vaste jardin, de pépinières. Les serres du bois de Vincennes en seront un complément peu coûteux; nous mettrons pour leur édification quatre hectares à votre disposition, et moyennant une légère dotation supplémentaire, nous pourrons nous charger de tout.» La commission adopta d'enthousiasme ce projet simple et pratique. Mais cela ne faisait pas l'affaire de quelques incompétences ambitieuses et solidement appuyées, et lorsque parut le décret d'organisation du nouvel établissement, Alphonse Milne-Edwards eut la stupéfaction de constater que le ministère des colonies prenait bien les quatre hectares de terrain, mais que le Muséum n'intervenait que pour la forme dans l'organisation et l'administration du nouvel établissement; Alphonse Milne-Edwards était déjà malade, il n'aimait pas être joué et sa haute situation scientifique aurait dû le protéger contre de telles aventures; il mourut peu de temps après. Quant à Cornu, dans une lettre de l'un de nos chefs de culture des colonies, je copie textuellement cette phrase : «Vous penserez peut-être, comme moi, que le jour où on aura créé en France ou dans nos colonies un établissement d'agronomie coloniale digne de ce nom, la belle figure de M. Cornu devra s'y trouver à une place d'honneur. Ce sera la juste réparation due à ce grand homme de bien, dont la fin a été certainement hâtée par l'ingratitude que les milieux coloniaux lui ont montrée au moment de la création du Jardin colonial.» On dépensa beaucoup d'argent qu'il eût été facile d'épargner pour créer, au voisinage de l'avenue de la Belle-Gabrielle, un établissement de luxe qui, malgré les bruyantes et inutiles attractions par lesquelles on essaya d'attirer les Parisiens, aboutit à un lamentable échec. Un ministre des colonies, M. Clémentel, songea à le ramener à sa destination première; mais le chemin était aussi long que celui de Tipperary.

Cependant le Muséum ne se découragea pas; il créa un laboratoire colonial à qui le ministre Clémentel assura une dotation; il organisa un enseignement colonial; les voyageurs Geay, Alluaud, Diguet, Chevalier,

Gruvet, Eberhardt explorèrent les principales colonies. Il prit une part active à la mission de la maladie du sommeil, à l'exploration scientifique du Maroc. Un de ses Professeurs, M. Lacroix, se rendit à la Martinique pour étudier l'éruption inattendue du mont Pelé et indiquer les mesures à prendre pour limiter le désastre que pourrait produire le renouvellement de la catastrophe; un autre, M. Lecomte, a parcouru, en compagnie de M. Achille Finet, nos colonies asiatiques, afin de rendre aussi complète que possible la *Flore de l'Indo-Chine,* qu'il publia; M. de Romeu a étudié de son côté les richesses minières de l'Afrique. Je pourrais continuer longtemps cette énumération à laquelle chaque jour ajouterait d'ailleurs quelque titre nouveau.

Tout cela n'a qu'un but : préparer l'exploitation des richesses de notre empire colonial. Pour l'atteindre, il ne manque au Muséum, à la Société d'acclimatation et au Jardin d'acclimatation, trilogie où la science officielle, la liberté d'action et la pratique sont étroitement associées, que de l'argent. N'est-ce pas un devoir pour tous ceux que cette exploitation intéresse, industriels ou amateurs, de se grouper autour de cet ensemble homogène, de le fortifier, de l'enrichir et de porter au maximum ses moyens d'action? N'est-ce pas une manœuvre dangereuse que de lui créer d'inutiles rivalités? Nous avons trop souffert de l'éparpillement de nos efforts, pour que, dans ce domaine comme ailleurs, l'union sacrée ne s'impose pas. Il ne faut pas recommencer le coup du Jardin colonial de Nogent.